

Le vote d'extrême droite ou la fabrique de l'adhésion

Fabien Boissonnade – Fédération de l'Hérault, section de Sète

Il fut un temps où le vote en faveur de l'extrême droite pouvait être interprété comme un geste de contestation. Il exprimait une rupture plus qu'une adhésion, un refus plus qu'un projet. Cette lecture a longtemps servi de grille d'analyse.

Elle ne tient plus.

Les travaux sociologiques récents, mais aussi les analyses socio-démographiques des résultats des dernières législatives et des municipales, montrent un déplacement profond : ce vote est désormais stabilisé, assumé, et de plus en plus cohérent. Il ne relève plus d'une extériorité au système politique, mais d'une inscription pleine et entière dans celui-ci.

Autrement dit, il ne s'agit plus de voter contre, mais de voter pour.

Ce basculement tient à une normalisation progressive. L'extrême droite a cessé d'occuper les marges pour s'installer au centre du jeu politique.

Ses catégories se sont diffusées, ses thèmes se sont imposés, jusqu'à devenir des références ordinaires du débat public. Ce qui relevait hier de la transgression constitue aujourd'hui un cadre de pensée partagé.

Il faut dès lors prendre au sérieux les ressorts de cette adhésion.

Le racisme n'a pas disparu ; il a changé de régime de visibilité. Moins contraint qu'auparavant par les normes de disqualification publique, il s'exprime aujourd'hui plus ouvertement, porté et relayé par des espaces médiatiques qui en banalisent les formes. Il n'a plus besoin de se dissimuler : il circule, s'expose, s'impose. L'islamophobie en constitue l'une des expressions les plus structurantes, en permettant de désigner une partie de la population comme problème politique légitime.

Dans le même temps, la conflictualité sociale change de forme. Les difficultés économiques, les trajectoires de déclassement, les tensions territoriales sont bien réelles. Mais leur interprétation se déplace : elles sont de moins en moins rapportées aux structures qui les produisent et de plus en plus dirigées vers des groupes minorisés clairement identifiés — les personnes racisées, musulmanes, les personnes LGBTQIA+, et de manière croissante les personnes trans, devenues des cibles spécifiques. Ce processus s'inscrit dans une production continue de figures à désigner, à mesure que les précédentes ne suffisent plus à structurer le discours ostracisant.

C'est dans cet espace que s'inscrit désormais le vote d'extrême droite : il relève de l'adhésion à une vision du monde qui hiérarchise, désigne et exclut.

Cette adhésion prend aussi racine dans un contexte d'incertitude et de fragilisation des protections collectives.

À mesure que l'État social se retire ou apparaît moins protecteur, la promesse d'ordre, de hiérarchie et de désignation offre une forme de réassurance. Là où les cadres collectifs s'affaiblissent, la mise à distance de l'autre devient un principe de stabilisation.

Dès lors, la question du pouvoir redevient centrale.

La politique ne se réduit pas à l'organisation de la société ; elle en est l'exercice du pouvoir. Et c'est précisément sur ce terrain que le déplacement est le plus net. L'extrême droite ne capte pas seulement une colère, elle construit les conditions de son accès au pouvoir en imposant ses catégories de lecture du réel.

Face à cela, une limite apparaît : tant que l'analyse reste dissociée de la question du pouvoir, elle demeure incomplète.

Nommer les inégalités, décrire les fractures, même avec précision, ne suffit pas si l'on ne dit pas qui détient le pouvoir de produire ces situations et comment elles peuvent être transformées.

Cela engage directement la parole politique de gauche. Elle ne peut se contenter d'accompagner ou de traduire les colères.

Elle doit en reconfigurer le sens, en les réinscrivant dans des rapports de pouvoir explicitement nommés.

Cela suppose de rendre visibles les déterminants structurels — économiques, sociaux, territoriaux — mais aussi d'assumer que leur transformation passe par la conquête et l'exercice du pouvoir.

À l'approche de 2027, l'enjeu ne tient pas seulement à une alternance. Il porte sur la manière dont une société se pense, se hiérarchise et se gouverne. Comprendre que ce qui fut un vote de contestation est devenu un vote d'adhésion, c'est aussi reconnaître que la bataille politique se joue désormais pleinement sur le terrain du pouvoir.